

l'ont proposé aux armateurs qui l'ont adopté sans faire la moindre objection. Mes inspecteurs ont aussi réussi à faire accepter d'autres réformes par les armateurs. Ainsi, aujourd'hui, ils mettent une botte de foin ou autre chose de même genre au pied des glissoires qui servent à descendre les boîtes de beurre dans le steamer, et les boîtes, au lieu d'arriver sur une surface dure et de subir un choc de nature à les briser, arrivent sur quelque chose de mou et sont ainsi conservées intactes. Ces réformes et améliorations ont été faites sans qu'il en ait rien coûté aux commerçants et très peu de chose à la compagnie de steamers. Je ne dirai rien maintenant de la ventilation des cales parce que je veux demander un autre crédit pour cette fin dans le budget supplémentaire. J'espère pouvoir faire avec les expéditeurs un arrangement qui constituera une amélioration considérable dans le transport de notre fromage et de nos pommes dans les cales des steamers.

M. ALCORN : Le ministre nous a dit qu'il avait nommé des agents chargés d'inspecter les pommes que l'on exportait. Je voudrais savoir quel a été le résultat de cette inspection. Je voudrais aussi savoir si le ministre se propose de publier les renseignements qu'il a recueillis.

Le MINISTRE DE L'AGRICULTURE : En réponse à la première question, je dirai que les agents que nous avons au port de Montréal n'avaient pas pour mission de faire l'inspection des pommes ou autres fruits. Leur besogne consistait à surveiller et à découvrir ce que l'on pourrait faire pour améliorer les méthodes de transport et d'expédition. De fait, ils ont examiné un grand nombre de barils de pommes avant leur embarquement, mais ils ne les examinaient pas en qualité d'inspecteur. Il leur fallait le consentement du propriétaire; mais ils n'avaient d'ordinaire aucune peine à l'obtenir. La chose se faisait de gré à gré, et les pommes étaient examinées sur les trains ou sur les quais. Quant aux autres questions, je dois dire qu'une grande partie des renseignements que je pourrais donner l'ont été, il y a quelques jours, devant le comité de l'Agriculture par le professeur Robertson, et ce témoignage sera imprimé prochainement et distribué aux députés. Je dois dire cependant que vu qu'une bonne partie des renseignements que nous avons obtenus sont pour ainsi dire, d'une nature confidentielle, nous ne croyons pas avoir le droit de publier ce que nous connaissons sur le compte de tel ou tel expéditeur. Mais nous n'avons eu aucune objection à faire part à l'expéditeur lui-même de ce que nous avons appris, et par ce moyen nous avons pu l'amener à réformer sa manière d'emballer et d'expédier sa marchandise. Je citerai un exemple. Certains négociants expédiaient le lard fumé dans des boîtes qui ne pouvaient résister à aucun choc. Elles arrivaient en Angle-

terre toutes brisées, et il en résultait une très mauvaise note pour ce produit canadien. Nous n'avons rendu ce fait public que d'une façon générale, mais nous avons donné des renseignements détaillés à la maison intéressée, et cela a déterminé un changement complet dans sa manière d'emballer et d'expédier son lard, changement qui a été favorable à son produit et à sa réputation. Nous ne voulons pas rendre publics des faits concernant un expéditeur en particulier, mais nous lui faisons savoir ce que nous avons appris et nous tirons nos conclusions générales de ces faits particuliers.

M. MCGOWAN : M. le président, je veux demander à l'honorable ministre de l'Agriculture s'il se propose d'améliorer les conditions d'exportation de la viande préparée. Il y a là, ce me semble, un commerce que nous devrions cultiver plus que nous ne le faisons; les Etats-Unis exportent de grandes quantités de bœuf frais en Angleterre. Le professeur Robertson a bien voulu me fournir quelques chiffres sur ce commerce. L'année dernière les Etats-Unis ont exporté pour trente millions de dollars de bœuf préparé. C'est là, je crois, une question de grande importance pour ce pays; mais les efforts des agents de l'honorable ministre n'ont porté que sur le fromage, le beurre et les fruits. Dans le comté que je représente on élève beaucoup de bestiaux que l'on exporte en Angleterre par voie du port de Montréal; mais la concurrence du bœuf des Etats-Unis, expédié frais au moyen des procédés frigorifiques, nous est très dommageable, et je crois que le ministre devrait porter son attention de ce côté. Il devrait donner de l'encouragement au commerce de viande fraîche avec l'Angleterre. Les chiffres que le professeur Robertson a bien voulu me fournir sont étonnants. Il y a dix ans, les Etats-Unis exportaient pour \$15,000,000 de bœuf abattu tandis que l'année dernière ils en exportaient pour \$30,000,000. Mes électeurs portent beaucoup d'intérêt à cette question. Tout en admettant qu'il est bon de favoriser le commerce du beurre, du fromage et des fruits, ils auraient voulu que le gouvernement s'occupât davantage du commerce de viande. L'honorable député de Wellington (M. Guthrie) est aussi très intéressé à cette question. Il représente un comté qui élèverait plus d'animaux si le gouvernement donnait les moyens d'expédier la viande à l'état frais en Angleterre. Le gouvernement d'Ottawa et celui d'Ontario ne semblent pas être d'accord sur cette question. Le ministre des Travaux publics d'Ontario est venu, il y a un mois, prononcer deux discours dans mon comté. Il a prétendu que les commodités de transport fournies par le gouvernement d'Ottawa étaient tout à fait défectueuses. J'ai ici le compte rendu de ses discours, publié dans les journaux des deux endroits où il a parlé. Je puis passer ces comptes rendus